

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2015

Volume XVI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

## INTRODUCTION

### LE RETOUR DE L'HISTOIRE ET DE SES INCERTITUDES TRAGIQUES

PAR

YVES BOYER (\*)

L'année 2014 aura été marquée par deux crises extrêmement préoccupantes qui portent les germes de conflits majeurs.

La première est celle qui déchire l'Ukraine depuis mars 2014 et qui, à la fin de l'année, avait coûté la vie à plus de 4 000 personnes, provoqué des destructions significatives dans le Donbass et contraint des centaines de milliers de personnes à quitter la zone des combats. Désormais, la crise déborde la seule question de l'avenir de l'Ukraine. Elle présente plusieurs caractéristiques qui la rendent lourde de dangers. Les Etats-Unis poursuivent leurs intérêts nationaux pour élargir leur sphère d'influence aux portes de la Russie par l'extension de l'Alliance atlantique à l'Ukraine, ce qui ferait basculer la Russie dans le « bon camp » une fois que Poutine aura quitté le pouvoir. Ils en profitent pour réaffirmer leur *leadership* sur l'Europe, pressée de réagir vigoureusement face aux Russes. Après, il faudra bien s'occuper de la Chine. Washington trouve comme toujours des relais puissants en Europe. Ces relais traditionnels ont vu leur nombre augmenter avec le poids qu'on veut bien donner – certes, chaque Etat a même voix que tout autre, mais les responsabilités diffèrent dès lors qu'on passe à un stade opérationnel –, aujourd'hui dans l'Union européenne comme dans l'OTAN, aux pays Baltes, à la Pologne et à la Suède. Certains milieux occidentaux s'insurgent contre l'idée que la Russie puisse revendiquer une zone d'influence dans son voisinage immédiat – comme si les Etats-Unis n'avaient pas leur zone d'influence dans les Caraïbes, en Amérique latine, au Proche-Orient, en Europe, en Asie.

Refuser de considérer que les Russes puissent se sentir menacés par ce qui se passe à leurs portes – Moscou est à moins de 500 kilomètres de la frontière avec l'Ukraine – est une faute d'analyse stratégique. N'importe quel pays aux frontières duquel se passeraient les événements que nous connaissons prendrait des mesures militaires conservatoires – de surcroît si on tient compte de l'identité si particulière de l'Ukraine, dont la partie orientale est proche à bien des égards de Moscou. Une fois de plus,

(\*) Professeur de relations internationales à l'Ecole polytechnique (France) et directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France).

certains milieux occidentaux, sûrs de leur bon droit (comme pour l'Iraq, l'Afghanistan et la Libye...), convaincus que Poutine est la réincarnation combinée de Hitler et de Staline, ne veulent pas envisager un seul instant que la situation puisse atteindre un point à partir duquel les Russes se sentiront acculés et « agressés » par l'Occident et considéreront que leurs intérêts vitaux sont mis en cause. Tout est alors envisageable. Nous passerions à un autre « jeu ». La Russie ne se pliera pas aux injonctions de Washington. Nous risquons ainsi de voir l'Europe s'acheminer vers une période de « glaciation » avec Moscou, durant laquelle le spectre d'une guerre nucléaire en Europe va réapparaître. Un cycle effroyable qui avait été conjuré durant la Guerre froide s'ouvrira, animé de passions anti-russes.

L'« Etat islamique en Iraq et au Levant » (EIIL) est l'autre « surprise » de 2014. EIIL étend son règne funèbre sur les provinces orientales de Syrie et sur la partie nord de l'Iraq. Il bouleverse l'ordre des frontières établies au Proche-Orient par les Accords Sykes-Picot. Son édification s'est accompagnée d'un long cortège d'exécutions, de crucifixions, de décapitations, de punitions de tous ordres. Là où il gouverne, par exemple dans la province syrienne de Raqqah, l'enseignement de la philosophie et de la chimie est interdit car ces matières « ne sont pas en accord avec les lois de Dieu ». Les femmes n'ont plus aucun rôle dans l'espace public. Comment en est-on arrivé là ?

En avril 2013, al Baghdadi, le « calife » d'EIIL, n'est qu'un petit chef de bande comme il en existe des centaines en Syrie. En unifiant par la force sa propre organisation à celle d'un autre groupe combattant en Syrie, il va défier l'autorité d'Al Qaïda. Son ambition est de fédérer un maximum de rebelles non seulement pour mener la lutte contre le régime syrien, mais plus encore pour s'affirmer par ses conquêtes comme le vrai chef des Sunnites. Son objectif est de tenir un territoire et de l'étendre peu à peu. La violence la plus effroyable est l'outil de cette entreprise. Cette violence, al Baghdadi la connaît bien puisqu'il a commencé sa « carrière » dans un des groupes les plus impitoyables opposés à la présence américaine en Iraq. Pour cette raison, ce réseau avait fini par être ostracisé par les autres mouvements irakiens et avait été largement décimé. Le départ des Américains en 2011 a permis au groupe de se reconstituer et de faire de nouveaux adeptes. L'aventure derrière un chef charismatique est en effet tentante, et al Baghdadi va incarner un rêve de conquête, où le vaincu est écrasé sans aucune pitié. Signe de ralliement, l'Islam devient prétexte à la rapine et au meurtre – dans ces pays ravagés par la guerre depuis des décennies, les richesses extorquées par la force ou encore celles récoltées par le pillage des banques, notamment lorsque Mossoul a été prise, sont autant d'aubaines.

A ces richesses faciles s'ajoute la mise de fonds extérieure qui, à partir de mai 2013, va aider al Baghdadi à entamer sa néfaste aventure et à se renforcer. Les monarchies pétrolières du golfe arabo-persique, par

« mécènes » interposés, ont alors largement contribué à fournir toute la logistique nécessaire à l'offensive d'EIIL. Pour elles, peu importent les moyens utilisés pour autant, espéraient-ils, qu'al Baghdadi participe aux combats contre les Chiites et, donc, contre l'Iran, pour la suprématie régionale. Al Baghdadi a lancé des rezzous, attaquant là où l'adversaire était en position d'infériorité numérique et se retirant là où, au contraire, lui-même était en situation de faiblesse. EIIL a également profité de la déliquescence des pouvoirs, que ce soit en Syrie, pour cause de guerre civile, ou en Iraq, où la politique de corruption et de favoritisme a ulcéré une partie des tribus sunnites du nord de l'Iraq. EIIL n'est pas invulnérable. Les frappes aériennes d'une coalition d'Etats commencent à le handicaper sérieusement. Son mode opératoire (grande mobilité des forces, refus d'un front fixe, utilisation éventuelle de boucliers humains face à la multiplication des frappes aériennes...), présente de nombreuses vulnérabilités (l'hostilité d'une partie de la population, y compris sunnite, ou d'autres groupes armés, l'élongation de son dispositif depuis Alep jusqu'à Tikrit, l'utilisation de tactiques répétitives, le lancement de raids à partir de bases fixes vulnérables et la menace constante d'une frappe ou d'une opération commando destinée à tuer ses chefs...). Ces derniers commencent à être identifiés : outre al Baghdadi figurent une quinzaine de hauts dirigeants qui, pour la plupart, servaient dans l'armée de Saddam Hussein. C'est ainsi que le numéro deux du groupe terroriste serait le général Abu Ali al Anbari, qui conduit la stratégie militaire d'EIIL. La communauté internationale n'est donc pas démunie face à EIIL. Elle doit affirmer clairement qu'elle souhaite son éradication ainsi que celle de ses dirigeants et agir en ce sens.